

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 60 (1915)  
**Heft:** 3

**Rubrik:** Chroniques et nouvelles

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## CHRONIQUES et NOUVELLES

### CHRONIQUE SUISSE

La notion de neutralité se précise.— L'indépendance est le principe, la neutralité un moyen. — Que faire si le moyen de la neutralité devient inefficace ? — Italie, Allemagne, Suisse. — † Le capitaine Bernard de Cérenville. — Un nouvel arrêté au sujet des carabiniers.

Peu à peu, la discussion sur la neutralité, que poursuit toujours la presse quotidienne, aboutit à des conclusions plus précises. On en peut juger par le passage suivant extrait d'un article publié dans la *Gazette de Lausanne*, par M. A. Lombard, sous le titre *L'autre inquiétude* (28 février 1915). Après un coup d'œil sur les dangers que la guerre fait courir aux grandes nations non belligérantes, il examine l'état des petites nations en présence de ces dangers, plus particulièrement du danger d'absorption par un vainqueur :

Les petites nations sont plus exposées, et parce qu'elles n'ont pas les mêmes moyens de défense, et surtout parce qu'elles ont à redouter, outre le danger d'une irruption violente, toutes les formes de l'annexion sournoise. A celles-ci surtout il importe de ne pas s'endormir dans l'idée que ce qui se passe en dehors de leurs frontières ne les regarde pas. Elles doivent se dire, au contraire que tout ou presque tout les regarde, et qu'en plus de la violation possible de leur territoire, elles ont à se mettre en garde contre d'autres dangers, qui croissent en raison de la proximité du conflit, de l'importance des puissances qui y sont engagées, et de la petitesse de leur propre territoire.

Aussi le mot de « neutralité » est-il de ceux dont il convient de limiter énergiquement le sens et l'emploi. Il ne saurait contenir à lui seul la vie nationale et l'avenir d'un peuple. Qu'on n'y accole pas non plus trop d'épithètes. On nous a fait grâce de la « neutralité morale », depuis qu'on s'est aperçu que ces deux mots hurlaient d'être ensemble. Mais on a essayé d'autres accouplements. On a parlé d'idéal neutre, de nationalisme neutre. La neutralité est une consigne, simplement. Elle est la consigne imposée aux soldats qui gardent la frontière de la Suisse et aux diplomates qui la représentent devant l'étranger. Et certes rien n'est plus respectable, plus sacré si l'on veut, qu'une consigne. Mais elle n'est qu'un moyen, car il ne faut pas la confondre avec le but. Le but est l'indépendance ; elle seule peut inspirer l'enthousiasme et exalter les héroïsmes ; elle seule peut être un idéal national.

On a parlé beaucoup trop souvent de la neutralité de la Suisse comme si elle se confondait avec son indépendance. Ce sont pourtant deux notions tout à fait distinctes. On a raison de croire que la violation de la neutralité — de la part de la Suisse elle-même ou de ses voisins — exposerait son indépendance à des risques immédiats et précis. Mais la réciproque qu'on voudrait en tirer n'est malheureu-

sement pas vraie : le respect de la neutralité ne suffit pas à mettre l'indépendance à l'abri de tout péril.

La Suisse, dit-on, sera l'ennemie de la puissance qui violera son territoire et l'alliée des adversaires de celle-là. Voilà une formule qui n'a de sens que si on la comprend comme une consigne militaire. Vouloir y faire tenir toute la politique étrangère de la Suisse, ou, si l'on tient à éviter ce mot, tous les devoirs qui s'imposent à sa vigilance, serait donner de la réalité une idée grossière et fautive. Il serait funeste de croire, ou, par scrupule de neutralité, d'affecter de croire que les événements qui se passent hors de nos frontières doivent nous être indifférents, aussi longtemps que nous ne sommes pas attaqués directement, et que si nous ne le sommes pas, quelle que soit l'issue de la guerre, la Suisse pourra poursuivre sa destinée dans un splendide isolement. Une telle prétention serait insoutenable, même de la part d'une puissance telle que l'Italie ou l'Espagne. Par quel miracle la Suisse se soustrairait-elle au destin de l'Europe et du monde ?

Il peut même surgir des conflits entre le devoir de neutralité et le droit à l'indépendance. Supposons qu'après des victoires écrasantes, une puissance voisine soit en mesure de réaliser les ambitions les plus démesurées, et qu'elle procède à des annexions tellement étendues que son territoire se trouve entourer le nôtre : la situation sera telle alors que les Suisses, s'ils ne sont pas esclaves et fils d'esclaves, devront se faire hacher jusqu'au dernier plutôt que de la subir. Et pourtant, la neutralité de la Suisse lui interdira d'intervenir dans un traité conclu entre des puissances étrangères, et qui, officiellement, laissera son territoire intact.

On objectera qu'il n'est guère vraisemblable qu'une puissance voisine s'agrandisse au point de réduire la Suisse à l'état d'enclave. Mais il n'est nullement nécessaire que l'encerclement de la Suisse soit complet pour que son indépendance soit menacée : il suffirait de bien moins.

M. Lombard expose ici, en termes différents, et en se plaçant à un autre point de vue, la thèse même développée par notre collaborateur le premier-lieutenant C. Hofer dans ses articles de juillet et août 1913 sur *Le rôle de la neutralité dans notre politique étrangère*. Il fait ressortir cette double confusion dont souffrent les neuf dixièmes au moins des citoyens suisses, la confusion entre la neutralité et la souveraineté ou l'indépendance, et la confusion entre le terme de politique internationale et la politique de conquête.

Pour ne parler que de la première, on pourrait ajouter maints exemples à celui invoqué par M. Lombard d'un encerclement territorial de la Suisse, et peut-être de plus frappants dans le moment présent. C'est, en effet, une façon tout à fait simpliste de concevoir les choses que de dire : la Suisse sera contre le premier qui tentera de violer son territoire. Il peut se présenter bien d'autres circonstances qui l'obligent à prendre un parti dans des conditions non pas automatiques, mais subordonnées à un choix, soit à un acte d'initiative.

Supposons que demain le Conseil fédéral apprenne que des

rassemblements de troupes alliées se forment dans le Pays de Gex, et des rassemblements allemands derrière le Rhin, entre Schaffhouse et Constance. Simultanément, il reçoit des deux partis un ultimatum dans le genre de celui du gouvernement allemand à la Belgique, le 2 août 1914. Les deux ultimatums informent la Confédération que des nécessités militaires imposent le passage sur son territoire, qu'à défaut par elle d'y consentir, elle sera traitée en ennemie. Ferons-nous la sottise de combattre sur deux fronts, contre l'Allemagne, l'Angleterre et la France, pour raison de neutralité violée par toutes les trois ? Ce serait un fort beau suicide. Mais c'est bête de se suicider quand on peut faire autrement. Il faudrait prendre un parti. Lequel ?

On peut imaginer bien d'autres suppositions. M. de Planta, notre ministre à Rome, a expliqué à un journaliste italien que la tentative d'affamer la Confédération était un *casus belli* qu'elle devait prévoir. Supposons donc que l'Allemagne et les Alliés nous aient fait connaître, de part et d'autre, au début de la guerre, qu'à leur très grand regret, les exigences militaires les obligeaient à interrompre le transit sur leurs territoires des denrées à destination de la Suisse.

Puis, s'aidant des formules diplomatiques en usage dans de pareils cas, l'un et l'autre belligérant nous auraient laissé entendre qu'il leur deviendrait le cas échéant possible de se départir des rigueurs nécessaires et qu'ils déplorent amèrement, si la Confédération, d'ailleurs seule juge de ses intérêts, estimait une alliance préférable à la mort par inanition. Ici encore il faudrait bien prendre un parti, sauf à mourir de faim, ce qui est plus bête que de se battre pour vivre.

Comme on le voit par ces exemples, la neutralité n'est pas une solution universelle. Elle n'est qu'un moyen dont l'Etat se sert pour exister, s'il lui garantit l'existence mieux qu'un autre, mais qu'il répudie s'il ne la lui garantit pas. Il faut d'abord être indépendant de ses résolutions, ce qui signifie du choix de ses moyens d'existence. La neutralité n'intervient qu'en seconde ligne, c'est-à-dire dans la liste des moyens.

Seulement, pour que la nation ne soit pas prise au dépourvu à la minute de ce choix, comme cela aurait été le cas de la Suisse pendant les six premiers mois de la guerre, et peut-être encore aujourd'hui, il faut que la nation sache « ce qu'elle se veut », comme on dit dans les campagnes vaudoises. En ceci réside surtout le danger de la fausse notion de neutralité régnante en Suisse qu'elle dispense les Suisses de réfléchir aux devoirs et aux obligations de la Confédération vis-à-vis d'elle-même. S'imaginant que la neutralité répond

à tout, alors que telle circonstance peut surgir où elle ne répondrait à rien, on se croit dispensé de se mettre au clair sur la raison d'être de la Suisse, et sur ce qui doit inspirer sa politique internationale. Si bien qu'au moment où la dite circonstance, indépendante de notre volonté, nous imposerait un choix qui sorte de la neutralité devenue inefficace, nous serions incapables de nous y résoudre. La Suisse allemande tirerait à hue, la Suisse welche à dia, et nous nous condamnerions à mort ou par héroïsme de neutralité, dans la première supposition ci-dessus, ou par inanition, dans la seconde, ou par guerre civile si chacun s'en tient à ses préférences. On peut désirer des fins plus glorieuses.

\* \* \*

Certains journaux italiens sont revenus ces temps passés sur la légende de la Suisse ennemie de l'Italie. Cette persistance à nous accuser d'une chose que nous savons fausse, a le don de nous irriter, nous autres Suisses qui pécherions plus volontiers par excès de candeur que par duplicité politique. Donc nous nous fâchons, en quoi nous montrons bien que nous sommes de piètres diplomates. Un diplomate ne se fâche que lorsque cela devient utile.

Ce que l'on doit voir de plus désagréable dans des articles comme celui du *Resto del Carlino* est qu'il encourage, en Suisse, l'opinion réciproque, qui veut absolument que l'Italie nourrisse de noirs desseins contre la Confédération. Or, dans ce moment-ci, rien de moins probable. Il faudrait prêter aux Italiens un manque d'intelligence stratégique dont nous les savons incapables. Au moment où leurs ambitions leur montrent moins le Trentin, qui n'est qu'une satisfaction d'amour-propre, que l'Adriatique et les Balkans où sont les satisfactions matérielles, une Suisse neutre couvrant leur flanc gauche est ce qu'ils estimeront le plus avantageux. Les attaques renouvelées de certains de leurs journaux ne peuvent que signifier la crainte de voir cette couverture leur échapper, en quoi ils se montrent fort ignorants de nos intentions et des réalités de notre politique.

Dans la tournure que prendrait le conflit européen, si l'on pose l'hypothèse de l'attaque de l'Autriche par l'Italie, on ne voit qu'une puissance qui, au point de vue de la stratégie, aurait avantage à violer la neutralité helvétique : l'Allemagne. Elle pourrait être tentée de soutenir son alliée en marchant sur les Italiens par la Suisse, ce qui lui fournirait l'occasion, par surcroît, de déborder le front anglo-français par le seul point où il lui soit encore possible de le faire. Mais la spéculation serait malheureuse, parce que nous ne nous laisserions pas faire si aisément. Aussi, même si le gouver-

nement allemand s'était montré moins correct qu'il ne l'a été vis-à-vis de la Confédération, on peut supposer sans risque d'erreur que M. de Bulow aura exclu cette alternative dans ses conversations avec M. Salandra. C'est dire au *Resto del Carlino* qu'il peut dormir en toute tranquillité. S'il n'y avait que la Suisse pour gêner l'Italie, l'Italie ne serait pas gênée.

\* \* \*

Notre collaborateur et excellent camarade, le capitaine Bernard de Cérenville, à Lausanne, vient de mourir, enlevé par une longue maladie de plusieurs mois. Cette nouvelle nous cause un vif chagrin, qui sera partagé par les nombreux amis que son caractère affectueux lui avait acquis. On peut résumer le souvenir qu'il laisse en disant qu'il était un fidèle, un dévoué, un bienveillant et un modeste. L'impression qu'il produisait à ceux qui l'approchaient quelquefois était celle d'un cœur chaud qui craint de s'imposer, de s'affirmer jusqu'à l'indiscrétion. De là, une certaine réserve qui n'était ni celle de la froideur, ni celle de la correction conventionnelle, mais la réserve d'une modestie naturelle, pleine de tact et de délicatesse.

Non moins que l'ami sûr pour ceux qu'il affectionnait, le capitaine de Cérenville était le patriote le plus convaincu, le plus soucieux du bonheur et de la dignité de la Confédération suisse. Il ne voyait pas sans anxiété la tournure que prenait l'internationalisme suisse, tournure affariste, d'un cosmopolitisme de parvenu, à l'antipode de ce que doit vouloir une petite nation dont la simplicité démocratique seule fait la raison d'être et la grandeur. Il avait d'autant plus lieu d'en être frappé, qu'historien par goût et de profession il était en mesure de mieux juger le présent par la comparaison du passé. Aussi, lorsque ses affinités le rapprochèrent de quelques citoyens de sa génération qui, comme lui, éprouvaient le désir et le besoin de réagir contre le néocosmopolitisme helvétique, l'accord fut facile et la *Nouvelle société helvétique* le compta parmi ses fondateurs. Il fut le premier président du groupe lausannois.

Cette même ambition patriotique explique la collaboration dévouée que dès la première année de publication, il prêta à notre édition populaire le *Drapeau suisse*. Le but de celle-ci était celui qu'il prévoyait pour la *Nouvelle société helvétique*. C'était le terrain de son choix et de sa sympathie. Il fut mieux qu'un collaborateur, il fut un ami et le précieux appui d'une œuvre à laquelle il apporta non seulement son travail, mais l'élan de son dévouement. Ses articles forment une série méthodique que la maladie suspendit et que la mort malheureusement termine. Il s'agissait de faire com-

prendre aux lecteurs dont beaucoup sont jeunes, et d'autres désireux de compléter une culture scientifique que leurs conditions sociales ne leur ont pas permis d'approfondir, le sens et le caractère des origines et du développement de la Confédération. De là ses études sur *La bataille de Morgarten* (1910), *Les Waldstaetten* (1911), *La Suisse romande à l'époque des premiers âges de la Confédération* (1912), *La bataille de Sempach* (1914).

Quant à sa collaboration à la *Revue militaire suisse*, nos lecteurs la connaissent. Elle a débuté en 1910 par un article sans rapport avec l'histoire, mais dont l'objet tenait à cœur, à ce moment, au capitaine d'infanterie : *La question cycliste*. Cet article avait été remarqué.

Mais son étude principale a été celle qu'il fit, en collaboration avec le capitaine d'artillerie Henri Muret, qui avait posé les bases du travail, sur *La Suisse en 1815. Le second passage des alliés et l'expédition de Franche-Comté*. Ce travail important et auquel les événements actuels impriment un regain d'actualité, a paru en 1912 et, quelque peu amendé et complété, en une brochure séparée en 1913.

Le capitaine de Cérenville meurt alors qu'il n'a pu qu'ébaucher une œuvre qui devait être féconde et utile à son pays. La séparation n'en est que plus triste pour ceux qui le connaissaient et savaient tout l'espoir qu'ils pouvaient placer en lui.

\* \* \*

Nos camarades apprendront avec satisfaction que le Conseil fédéral est revenu de son arrêté du 29 janvier au sujet du 2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers. Par un nouvel arrêté, il a rétabli l'ancien bataillon avec la composition suivante : comp. I et II (Berne), III (Neuchâtel), IV et V (Neuchâtel, anciennes compagnies de fusiliers III et IV du bataillon 90), enfin VI (Genève ; ancienne IV /2), laquelle reste à la garnison de Saint-Maurice.

Les trois compagnies de carabiniers soleurois créées le 29 janvier deviennent trois compagnies de fusiliers et forment le nouveau bataillon 90.

Enfin, le bataillon de carabiniers n<sup>o</sup> 2 prend la place du bataillon 90 au 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie, et le bataillon de fusiliers n<sup>o</sup> 90 celle du bataillon de carabiniers 2 au 10<sup>e</sup> régiment.

**CHRONIQUE FRANÇAISE.***(D'un correspondant occasionnel.)*

Ce que l'on voit en chemin de fer. — A Paris. — Optimisme et confiance. — Tout le monde fait son service. — Le service postal militaire. — La soupe. — Sur le front et derrière le front.

Notre chroniqueur français a été mobilisé au début de la campagne, et il est parti sur le front. Il nous écrit qu'il prend des notes sur tout ce qu'il voit, et il nous promet, après la guerre, — s'il en revient, ce que nous espérons ! — de nous donner les observations qu'il aura eu occasion de recueillir. En attendant, il nous a paru impossible de ne pas mettre nos lecteurs au courant de ce qui se passe en France, et nous avons demandé à un de nos amis qui vient d'y séjourner de nous faire part de ses impressions et de nous communiquer les résultats d'une enquête que nous l'avons prié d'ouvrir sur les opérations. Comme les journaux, soumis à une sévère censure, se contentent de reproduire les communiqués officiels où les précisions font souvent défaut et où les réticences sont souvent nécessaires, il a questionné, autant qu'il l'a pu, des prisonniers allemands et des militaires français évacués par suite de maladie ou pour toute autre cause. Son récit pourra, sur certains points, n'apporter rien de nouveau. Du moins, il fixera la physionomie actuelle d'une partie de la France.

(N. de la R.)

La première préoccupation pour le voyageur est de se renseigner sur les heures de départ et d'arrivée des trains. Les indicateurs des chemins de fer ne sont plus exacts, et souvent le trafic des voyageurs a été suspendu. Si Napoléon a beaucoup fait la guerre avec les jambes de ses soldats, le général Joffre, fait beaucoup la guerre avec les locomotives et les wagons. Les transports stratégiques de troupes ont plus d'une fois arrêté le fonctionnement normal des horaires provisoires. Mais ces cas se font de plus en plus rares, en dehors de la zone des armées. D'une façon générale, les trains — dont le nombre est fort réduit, d'ailleurs, et la vitesse notablement ralentie, — partent régulièrement. Ils arrivent même, d'ordinaire, à l'heure dite. (Je ne dirai pas que c'est un miracle réalisé par la guerre.)

Par la fenêtre du compartiment, la culture me paraît n'être pas



négligée. Les femmes et les vieillards se sont employés, me dit-on, aux travaux de la terre. On a été gêné surtout pour les attelages. La réquisition a pris tous les chevaux valides. Dans certaines localités, qu'on me nomme, les châtelaines se rendent à la messe dans leur voiture traînée par des bœufs.

A ce propos, on me signale une extraordinaire recrudescence de piété. Les offices sont suivis avec plus d'assiduité que jamais. On m'affirme qu'il en est de même sur le front. L'exercice du culte y est assuré par des prêtres militarisés qui revêtent les ornements sacerdotaux par-dessus leur uniforme, et des foules nombreuses d'officiers et de soldats envahissent l'église où ils officient, autant que le permettent les nécessités du service. On m'a fait une émouvante description de messes célébrées dans des édifices éventrés par les obus, et dont c'est à peine si le tabernacle était intact, le bruit du canon couvrant souvent les prières et les chants des fidèles. Parfois, c'est dans les tranchées mêmes que ceux-ci accomplissent leurs dévotions.

Mais je reprends mon voyage pour mentionner les mesures de surveillance prises aux gares et le long de la route. Tous les ouvrages d'art — ponts, tunnels, etc. — sont gardés militairement. De même, les gares et les passages à niveau. Chose singulière : au bout de sept mois de guerre, la plupart des « gardes des voies de communication » sont restés en civil, dans des accoutrements variés et grotesques. C'est tout au plus si certains d'entre eux ont un képi. J'en ai interrogés qui m'ont dit n'avoir jamais reçu un effet de tenue militaire. Ils ont même passé l'hiver sans manteau. On les a laissés se procurer des couvertures comme ils ont pu. Beaucoup d'entre eux sont presque des vieillards.

A l'arrivée à Paris, on est frappé, lorsqu'on n'y est pas venu depuis la cessation de la paix, du nombre des militaires de tout grade qu'on rencontre, valides ou éclopés. On n'est pas moins frappé de la correction avec laquelle tout ce monde-là observe les règles de la déférence hiérarchique et avec laquelle les honneurs sont rendus aux supérieurs. Un officier qui revient du front me dit que, là-bas, il était salué par tous les civils, mais jamais par les soldats, tandis que, à l'intérieur, ceux-ci le saluent avec empressement, la population ne lui témoignant guère de déférence. Il est possible, en effet, qu'il en soit ainsi dans les campagnes ; mais j'ai constaté à Paris une extrême politesse de la part des habitants à l'égard de l'armée. Les gamins, dont beaucoup ont remplacé le chapeau ou la casquette par un bonnet de police, portent la main à leur coiffure lorsque passe un officier ou lorsque passe un blessé. Ils le font avec un sérieux

comique et touchant. Tout le monde, d'ailleurs, montre la plus parfaite considération pour ceux qui ont la charge de défendre le pays et surtout pour les victimes de la guerre. On sent pour les uns et pour les autres une reconnaissance profonde et beaucoup de confiance.

Il n'est personne qui n'ait une foi absolue dans le succès final. Les pessimistes sont durement traités. Ceux que Marcel Prévost appelle les « décourageurs » passent un mauvais quart d'heure sous sa plume, et, s'il leur arrive de prendre la parole, même dans l'intimité, on les rabroue énergiquement. J'ai entendu un vieillard que son passé et sa situation rendent vénérable, mais que l'âge et les malheurs ont incliné vers un certain scepticisme, je l'ai entendu dire que les Russes avaient été battus, que les Anglais se battaient avec courage, mais avec un courage inégal, et qu'ils manquaient de science militaire, que les Belges étaient mal préparés à la guerre, que l'état sanitaire des Serbes laissait fort à désirer, des épidémies de typhus exanthématique, de variole et de fièvre récurrente sévisant dans le pays et dans l'armée. Eh bien, vous ne sauriez croire comment il a été traité, en dépit de ses cheveux blancs, de sa valeur incontestée, de son haut rang, et de l'auréole que faisaient autour de lui des deuils récents et cruels. On lui a bel et bien fermé la bouche, en lui donnant à entendre qu'il manquait aux devoirs du patriotisme le plus élémentaire en conseillant à ses compatriotes de ne compter que sur soi, ou plutôt d'agir comme s'ils n'avaient pas trop à compter sur leurs alliés.

Il est certain qu'on s'endort sur le mol oreiller d'un doux optimisme. Il paraît que, en Allemagne, maint ménage restreint son train de vie, fait des économies, renvoie des domestiques, ménage les aliments. Ici, je vois que tout le monde mène la même existence large que d'habitude. Il n'y a pas un plat de moins sur la table, et, si les serviteurs sont partis, étant appelés sous les drapeaux, des servantes les remplacent.

Partout les femmes se sont substituées aux hommes. Aux contrôleurs des tramways et du métro ont succédé des contrôleuses. Dans les bureaux de poste, on voit beaucoup de dames derrière les guichets. Et ainsi de suite. La guerre aura apporté son puissant concours au progrès du féminisme.

Ce sera justice, car l'attitude du beau sexe a été remarquable. Les femmes séparées de leurs maris, les mères à qui la guerre a pris leurs enfants, ont gardé la plus respectable résignation. Les sacrifices qu'il a fallu faire au salut du pays leur ont coûté bien des larmes. Mais aucune n'a faibli, et aucune n'a douté du succès final.

Aussi ne discerne-t-on aucun élan d'enthousiasme, aucun effort, aucune haine non plus. On attend avec calme et tranquillité et générosité le triomphe de la bonne cause. On sait qu'il n'est pas possible que les droits de la civilisation, de l'humanité, de la justice subissent une éclipse. Dès lors, nulle inquiétude.

Dès lors aussi, nulle défaillance. Tout le monde fait son devoir sans bruit. Le soldat vit dans la tranchée sans se plaindre. Si on lui dit d'en sortir pour attaquer, il est prêt. Aussi ne voit-on pas les troupes françaises lancées en avant par masses compactes, alors que les Allemands se présentent en formations denses et profondes. A quoi attribuer la faute tactique qu'ils commettent ainsi ? Qu'ils aient conscience de la commettre, ce n'est pas douteux. Ils connaissent trop les règles du métier militaire pour y manquer involontairement. Si donc ils s'exposent, de propos délibéré, aux pertes énormes qu'ils subissent, en effet, c'est que les chefs doutent de la solidité au feu de leurs hommes. Cette solidité, ils cherchent à la leur faire acquérir par des moyens factices, par le coude-à-coude, sous le contrôle de serre-files qui les surveillent et qui les poussent.

Les Français, on s'en rend aisément compte, n'ont besoin ni d'être surveillés ni d'être poussés. Ils acceptent de la meilleure grâce du monde tout ce qu'on leur impose. Friands de détails et de reportage, voici sept mois qu'on les en sèvre sans qu'ils crient. Les journaux sont réduits à la plus simple expression, et ils n'expriment pas grand'chose. Pas de distractions, ou presque. Pas de lumières, le soir, dans ce Paris qui passait pour être la capitale du noctambulisme. Et tout à l'avenant.

Le Parlement, si épris de libre discussion, vote tout ce qu'on lui demande, bouche close. Dans le sein du gouvernement même, la consigne est de se taire... sans murmurer, comme disait ce bon M. Scribe. Les ministres s'inclinent devant la moindre volonté de leur collègue de la guerre, et celui-ci se donne pour n'être que le porte-paroles du généralissime. Nous connaissons la mort sans phrase, de Sieyès. Nous voici condamnés au silence sans phrase. C'est d'ailleurs ce qui convient à tout vrai silence.

Le soldat montre la même docilité que le reste de la population.

Lui qui adore le mouvement, il est voué à la plus douloureuse, à la plus pénible des immobilités. Il stationne dans la boue, dans le froid, au milieu du danger. J'ai des amis très riches, qui ne voudraient pas être privés un seul jour de l'agrément du *tub*, et qui, depuis la mi-septembre, ne se sont déshabillés que pour changer de linge. Ils ne connaissent plus la douceur de s'étendre sur un lit, et l'hydrothérapie leur paraît aujourd'hui d'un sybaritisme déplacé.

Et les lettres peuvent subir de longues quarantaines ; elles peuvent même ne pas arriver. Les destinataires en supportent philosophiquement la privation, alors que les écrivains militaires nous avaient affirmé que le soldat français a besoin de recevoir fréquemment des nouvelles de chez lui.

Si le service postal se fait mal, les raisons en sont nombreuses. D'une part, le commandement impose à la correspondance un retard systématique. D'autre part, cette correspondance est terriblement envahissante. Elle jouit, on le sait, de la franchise, c'est-à-dire que les expéditeurs sont affranchis de l'obligation de l'affranchir. De là, d'énormes accumulations de lettres, de cartes postales, et le personnel chargé d'acheminer ces volumineux paquets s'acquitte avec peine du triage.

Ce qui augmente sa peine, c'est l'ignorance où il se trouve de l'emplacement des troupes. Celles-ci sont en perpétuel va-et-vient. Renouvelant les procédés de l'Empereur à Ulm, le général Joffre envoie des divisions d'un bout du front à l'autre en autobus. Et ces mouvements s'opèrent à l'insu de l'armée. Non seulement le public, non seulement les régiments, mais même des généraux de haut rang ignorent de quoi sont composées les armées, et qui les commande. Comment se tirer d'affaire dans ces conditions ?

Les soldats qui se plaignent de la poste et aussi du service de santé, se louent de l'intendance. Les ravitaillements en vivres se font bien. Malheureusement, les troupes ne sont pas partout bien nourries faute de cuisines roulantes. L'habitude de faire la soupe par escouade a pour conséquence d'enlever beaucoup d'hommes aux tranchées. On installe les marmites en arrière, assez loin pour qu'on puisse allumer des feux sans inconvénient, et, quand le bouillon est prêt à être avalé, on porte les marmites dans les cheminements étroits, en bousculant les soldats qui les occupent, et en renversant sur eux une partie de la soupe. Celle-ci arrive à destination diminuée et refroidie, ce qui n'est guère de nature à reconforter ceux auxquels elle est destinée. Quelle différence avec ce que m'a dit un prisonnier allemand, de la façon dont il était nourri ! La cuisine était faite par des professionnels à plusieurs kilomètres des lignes. Versée dans des récipients hermétiquement fermés et entourés de flanelle, la soupe était alors apportée par des automobiles près des centres de distribution, sans qu'une goutte en tombât et sans que la température s'abaissât.

Eh bien, malgré l'alimentation généralement bien organisée des uns, et malgré l'alimentation parfois défectueuse des autres, ceux-ci sont toujours animés du meilleur esprit, et ceux-là donnent des

signes de lassitude. C'est que les Français croient de plus en plus au succès, et que les Allemands commencent à en douter. On a trop menti aux soldats du Kaiser, ils ont été trop souvent déçus, pour que leur moral ne soit pas ébranlé, eux que n'aiguillonne pas un puissant sentiment d'individualisme.

Cette confiance est une grande force, assurément. J'ai peur pourtant qu'elle n'entraîne quelque affaiblissement dans la résistance du pays.

Car cette résistance dépendra évidemment des ressources financières de la nation. L'économie est de nature à en augmenter la durée. Or, je l'ai dit, personne ne restreint ses dépenses. Les particuliers ont la main large. L'Etat ne recule pas devant les gaspillages. N'alloue-t-il pas 9 fr. par jour aux ouvriers de la Confédération générale du travail pour le pas grand'chose qu'il leur fait faire dans le camp retranché de Paris ?

Ce n'est pas que les travaux n'y soient nombreux. De la fenêtre du wagon, on aperçoit des ouvrages d'artillerie, des réduits d'infanterie, des boyaux, des parallèles, des zigzags. Tous ces terrassements ne sont vraisemblablement pas destinés à la défense de la capitale. Ce sont des trompe-l'œil exécutés, d'une part, pour donner un semblant d'occupation aux professionnels des émeutes. (Ils gagnent plus et risquent moins qu'à faire des révolutions.) Et ces trompe-l'œil ont pour objet, d'autre part, d'induire les Allemands en erreur sur les véritables positions que, dans le cas improbable d'une attaque, les canons et les fantassins occuperaient.

Et les uniformes, qui jamais ne s'y voyaient, s'y sont multipliés au delà de tout ce qu'on peut imaginer. Uniformes très fantaisistes, d'ailleurs, et dénués de toute uniformité. Mélange de vêtements bourgeois galonnés, de tenues militaires démodées et de modèles inédits. Chacun « lance » sa couleur et sa « coupe ». Rien de plus disparate, de plus bigarré, de plus pittoresque, de plus comique ou — parfois — de plus pitoyable.

Ce qui est comique, c'est le soin que prennent les officiers, sur le boulevard, pour dissimuler leurs grades. On sait que, dans les premières rencontres, de nombreux officiers ont été tués, et que, pour éviter ces hécatombes, le généralissime a prescrit de recouvrir les marques distinctives des képis et de réduire à quelques millimètres la dimension des galons des manches ou des manteaux. Par la suite, cet ordre a perdu de son utilité parce que, de plus en plus, on s'est caché dans les tranchées. On a donc cessé de l'appliquer sur le front. Mais on l'observe dans toute sa rigueur là où on ne court aucun danger. C'est également dans les garnisons de l'intérieur

qu'on se promène avec son revolver au côté, alors que, à proximité de l'ennemi, paraît-il, on a perdu l'habitude de porter les armes.

L'ami qui me donnait ce renseignement a ajouté que, sur le théâtre des opérations, on ne se servait plus de la vaine formalité des mots d'ordre et de ralliement. On en a reconnu la complète inutilité. En arrière du front, au contraire, le cérémonial du service des places est conservé religieusement, avec la puérité de ses rites.

Et, pareillement, je vois sur les places d'exercices les jeunes soldats nouvellement incorporés et les réservistes rappelés sous les drapeaux se livrer à la gymnastique des mouvements de parade. Ils exécutent avec une admirable précision les gestes du maniement des armes et ils conversent dans un bel ordre, soit à pivot fixe, soit à pivot mouvant. Mais on me dit qu'on les mène rarement à la cible, parce qu'on préfère envoyer les munitions aux troupes qui sont aux prises avec l'ennemi. Pour la même raison, les artilleurs ne sont pas conduits aux écoles à feu.

Mais quelles réserves d'hommes et de matériel possède encore la France ! Que d'avions on m'a montrés, que de camions automobiles, que de bouches à feu. Et on en construit sans cesse, et on fait encore de nouvelles levées, et le pays semble ne souffrir d'aucun appauvrissement, d'aucun affaiblissement.

De tous les étonnements que cette guerre nous réservait, le spectacle de cette vitalité — inattendue pour moi — est peut-être celui qui m'a le plus stupéfié et le plus émerveillé.

---

## CHRONIQUE PORTUGAISE

(*De notre correspondant particulier.*)

Les événements de l'Angola entre Portugais et Allemands : 1° L'incident de Naulila ; 2° Le massacre de Cuangar ; 3° La rencontre du 18 décembre à Naulila. — Considérations.

Comme presque toutes les hautes institutions scientifiques des nations civilisées, notre Académie des Sciences a envoyé à ses collègues et aux universités étrangères une circulaire de protestation contre les procédés de guerre allemands. On y lit entre autres que la cause du vandalisme allemand est « *le morbus de la folie collective entretenue par l'atavisme et par l'éducation ambiante* ». Cette phrase explique l'attitude prise par nos voisins du Damaraland (Sud-Ouest africain) qui, soudainement atteints de cette maladie, méprisèrent, une fois de plus, les lois, les pratiques et les mœurs des peuples civilisés.

Les premières nouvelles portées, au nom du gouvernement, à la connaissance du public par voie de la presse quotidienne surprisent la nation : « Le 17 octobre, des troupes allemandes en armes ont pénétré sur notre territoire de l'Angola sud, sans motif ni déclaration de guerre. Le commandant du poste militaire de Naulila invita les officiers allemands à le suivre dans le Cuamato pour expliquer leur conduite auprès du commandant supérieur de la région. Les officiers allemands déclinèrent pareille invitation et menacèrent le commandant du poste qui, contraint à prendre les armes, chassa l'ennemi par le feu. Dans leur fuite précipitée, les Allemands abandonnèrent un officier tué et deux blessés sur notre territoire. » Tel est le premier récit de l'incident de Naulila.

Naulila est un poste de la contrée de la Hinga, sur la rive gauche du Cunène, au sud de Cuamato et à 25 km. au nord de la célèbre cataracte de Ruacana, point de départ de la frontière luso-allemande, d'après le point de vue portugais. Ce poste, comme bien l'on voit, est situé très à l'intérieur du territoire national.

Le massacre de Cuangar fut divulgué au public dans ces termes plus concis : « Le 31 de ce même mois d'octobre, des troupes allemandes, aidées par les indigènes de la rive droite du Cubango, ont attaqué sans déclaration de guerre le poste militaire de Cuangar (à 380 km. à l'est de Naulila), tuant le lieutenant commandant du poste, un sergent et plusieurs soldats. »

Le poste de Cuangar avec ceux de Bunja, Sambio, Dirico et Mucusso, forment les jalons de notre occupation du Bas-Cubango. Il est probable que l'objectif allemand était de s'emparer de la forteresse de Cubango, dans le gouvernement militaire des Ganguelas, en remontant le fleuve Cubango, après s'être rendu maître du poste A, au sud de la contrée de Massaca. De cette façon, ils espéraient maintenir sur une prudente défensive les forces du plateau de la Huila et du Cuamato, en les empêchant d'entreprendre des opérations de plus grande envergure, tandis qu'ils menaceraient la partie sud du plateau de Benguella.

Quoi qu'il en soit, des informations particulières reçues du Cap annonçaient que les Allemands disposaient dans notre colonie du Sud de 10 000 hommes, dont 3000 de troupes actives, 7000 de coloniaux volontaires, presque tous réservistes, et 60 batteries Maxim.

Après ces deux guet-apens prémédités, et mis en œuvre perfidement contre nos faibles postes frontières, les Allemands n'ont cessé de nous harceler et, toujours sans déclaration de guerre, ont attaqué

sur notre territoire nos patrouilles de cavalerie surveillant la frontière, près de Naulila. Le soir du 12 décembre, ils ont même attaqué l'escadron de dragons africains lorsque celui-ci voulut passer le fleuve Cunène, près du gué de Calueque : l'escadron a riposté et, dans la fusillade, a eu deux chevaux tués et deux soldats blessés ; un soldat allemand a été fait prisonnier.

Quelques jours après, notre service d'information nous avertit que d'importants renforts allemands campaient aux environs du gué Calueque, où se trouvait déjà un détachement de forces portugaises chargé de sa défense.

Le 18 décembre enfin, nos troupes, qui avaient passé la nuit à Naulila, occupèrent dès l'aube leurs positions de combat. Nos effectifs disponibles étaient très faibles et peuvent s'évaluer à deux compagnies d'infanterie d'Europe, une compagnie de *landins* (natifs), une batterie d'artillerie Ehrhardt et deux pelotons de dragons, soit 620 fusils, 3 bouches à feu, 4 mitrailleuses et 60 sabres.

Les Allemands traversèrent nuitamment les épaisses bruyères et ronces environnantes et s'approchèrent à couvert des positions occupées par nos troupes. Ils ouvrirent le feu contre l'extrême gauche de notre front de combat, à cinq heures du matin. Ses deux premières salves tirées à 7 ou 800 mètres furent envoyées par une petite force de 100 hommes montés qui, par une manœuvre rapide, avaient mis pied à terre et quitté leurs montures derrière un *chilongo* (groupe de huttes). Aussitôt après ces deux salves, une batterie d'artillerie ennemie ouvre un feu violent et couvre d'obus le poste de Naulila qui prend feu. En même temps, une autre batterie ennemie concentre son feu sur notre compagnie d'infanterie de droite, appuyée au fleuve Cunène. Les mitrailleuses et l'artillerie allemande font rage et parviennent à désorganiser le front de notre ligne de combat occupé à peine par une compagnie d'infanterie européenne, une autre de *landins* et quelques mitrailleuses. Le commandant de la compagnie européenne tombe, tué raide ; les *landins*, d'esprit craintif, vacillent et l'on peut dire que seules les mitrailleuses soutiennent ce premier choc. L'on fait alors appel à l'autre compagnie européenne, restée en réserve ; elle entame un feu très efficace et se bat avec vigueur. Elle est cependant obligée de se retirer sous la violence du feu ennemi et la supériorité du nombre. Le commandant en chef du détachement, calme et brave, tente une série de contre-attaques avec cette compagnie et parvient à s'approcher des positions ennemies qui fléchissent momentanément ; mais les nombreuses réserves ennemies en infanterie, artillerie et mitrailleuses accourent à l'aide des forces vacillantes de première ligne et



par un feu des plus intenses contraignent à une nouvelle retraite nos faibles effectifs, qui avaient supporté en héros ce combat violent et inégal.

Simultanément à nos contre-attaques, d'autres de nos troupes cherchaient à tourner et à envelopper la gauche ennemie, mais ces tentatives échouèrent par suite de la faiblesse des effectifs et du feu de l'adversaire.

Je ne saurais passer sous silence, parmi tant d'autres, l'action héroïque de l'escadron de dragons qui, venant de Calueque à toute vitesse, a tenté un dernier effort en chargeant avec bravoure le flanc gauche de l'ennemi. Il parvint, au prix de dures épreuves, à décimer les forces de cavalerie allemande qui prétendaient envelopper notre flanc droit.

Malgré leurs faibles effectifs, nos forces ont résisté pendant quatre heures à un feu des plus violents et des plus intenses. La correspondance privée qui nous est parvenue évaluée, au bas mot, les forces allemandes à 2500 hommes, bien armés et approvisionnés, suivis par un contingent d'arrière-garde de 800 hommes, escortant des caissons à munitions et d'autres voitures. En outre, d'après la même source, ils disposaient de 8 pièces d'artillerie à tir rapide, de 16 mitrailleuses et de 900 chevaux de choix. L'artillerie et les mitrailleuses étaient attelées à trois ou quatre couples de mulets. Les forces ennemies étaient commandées par le major allemand Frank, officier redoutable qui acquit sa renommée dans les campagnes du Damaraland, contre les Herreros.

Les pertes de l'ennemi sont évaluées à quelques centaines de morts, blessés et prisonniers.

Bien que les nouvelles de l'Angola soient encore un peu obscures, je me suis efforcé cependant à reconstituer les faits d'après les témoignages qui m'ont paru les plus sûrs.

Tel est le récit succinct de ces événements.

Quelles conclusions en faut-il tirer ? Les Allemands convoitent de longue date notre colonie de l'Angola et ne perdent jamais une occasion de nous le montrer clairement.

Notre attitude vis-à-vis de la guerre actuelle et le fait pour l'Allemagne d'avoir perdu presque tout son domaine colonial, ont incité les Allemands du Sud-Ouest africain à nous provoquer, en abusant brusquement d'un voisin loyal et non préparé, usant ainsi de procédés contraires au droit des gens et des nations.

La première violation de territoire — reconnaissance offensive à Naulila — et le massacre de Cuangar sont des crimes sans excuses ni justifications. C'est l'emploi de la force par surprise, la réalisation du principe : *La force prime le droit.*

Les Allemands sont venus sur notre territoire provoquer les faibles postes frontières, cela avec perfidie et sans déclaration de guerre par voie diplomatique. L'Allemagne, vis-à-vis de notre pays, s'est soustraite au droit international et s'est conduite avec le Portugal comme elle l'a fait avec les autres nations. La rencontre du 18 décembre à Naulila, malgré la surprise et l'inégalité des forces en présence, a été une affaire sanglante et un rude avertissement pour nos envahisseurs. Nous fûmes, il est vrai, forcés de nous retirer, mais il est hors de doute que la revanche viendra sitôt après l'arrivée sur le Cunène des contingents partis de Lisbonne, qui permettront ainsi de rétablir l'équilibre des forces en contact. Et s'il est vrai que les forces portugaises ont dû battre en retraite et occuper de nouvelles positions, il n'en est pas moins certain qu'elles se maintiendront sur ces positions durant le temps strictement nécessaire à la préparation de l'offensive. Alors, les soldats portugais qui sont morts seront vengés et une fois de plus le soleil d'Afrique assistera à la gloire du drapeau du Portugal.

Février 1915.



## *La bibliographie de la guerre.*

---

Un peu plus de sept mois ont passé depuis l'ouverture des hostilités, et déjà de très nombreux écrits, dont quelques-uns d'une portée documentaire considérable, ont vu le jour. Ils intéressent la politique, les événements militaires et les à-côtés de l'une et des autres.

La toute première de ces publications a vu le jour à l'imprimerie du *Journal de Genève*, pendant l'automne 1914 déjà : *La guerre de 1914. Documents sur ses origines*<sup>1</sup>. Cette publication, mise en œuvre par M. Albert Bonnard, forme deux cahiers où ont été réunis et résumés les documents initiaux relatifs aux déclarations de guerre : l'ultimatum autrichien à la Serbie et la réponse serbe, l'ultimatum allemand à la Belgique et la réponse belge, puis les résumés des grandes séances parlementaires des nations belligérantes, séances des déclarations de guerre. Il y a là un tableau en raccourci de psychologie parlementaire comparée d'un vif intérêt. D'autres volumes documentaires plus détaillés ont paru dès

<sup>1</sup> Genève 1914. Premier cahier, prix 70 cent., deuxième cahier, prix 1 fr.